

# Europe : se confronter aux vraies menaces

**Anatol Lieven**

TRADUCTION **Cadenza Academic Translations**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/1 Printemps**, PAGES 175 À 187

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037304766

DOI 10.3917/pe.221.0175

Date de mise en ligne : 10/03/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-1-page-175?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

page 173 livres propos





## Europe : se confronter aux vraies menaces

Par Anatol Lieven

**Anatol Lieven** est *senior fellow* au Quincy Institute for Responsible Statecraft (Washington). Il a récemment publié : *Climate Change and the Nation State*, Oxford, Oxford University Press, 2021.

Traduit par Cadenza Academic Translations

Les pays européens se préparent officiellement pour une agression russe qui n'aura pas lieu, et que leurs armées n'auraient aucune chance de repousser sans l'aide massive des Américains. Il est temps qu'ils s'organisent pour répondre aux vrais défis qui menacent leur sécurité : une nouvelle déstabilisation dans les Balkans et l'implosion de l'Afrique de l'Ouest. Ils peuvent le faire, à condition de modifier considérablement leur stratégie globale et la logique d'organisation de leurs forces.

politique étrangère

« Le premier acte et en même temps le plus considérable et le plus décisif qui incombe à l'homme d'État ou au chef d'armée consiste [...] à juger [...] la guerre qu'il entreprend [...] »

Carl von Clausewitz, *De la guerre*<sup>1</sup>

La planification militaire en Europe de l'Ouest est aujourd'hui dans un état d'absurdité presque surréaliste. Nos élites en matière de sécurité, à commencer par le secrétariat de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), sont obsédées par l'idée d'une prétendue menace venant de la Russie. En réalité, le seul pays européen que la Russie pourrait envahir est l'Ukraine, et le président Joe Biden a bien fait comprendre que les États-Unis et l'OTAN ne se battraient pas pour la défendre (pas

1. C. von Clausewitz, *De la guerre, Livre I*, traduit par J.-B. Neuens avec une préface de B. Chantre, Paris, Flammarion, 2014.

plus qu'ils ne se battirent pour elle en 2014 ou pour la Géorgie en 2008)<sup>2</sup>. Pourtant, les États-Unis et l'OTAN restent officiellement engagés vis-à-vis d'une future adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Dit autrement, ils n'ont ni l'envie ni la capacité d'honorer un engagement de l'article 5 vis-à-vis de l'Ukraine.

La menace imaginaire de la Russie contre l'OTAN et l'Union européenne (UE) permet aux institutions de sécurité de l'Europe d'ignorer, et de ne pas anticiper, deux autres menaces plus réelles et sérieuses. L'une d'elles pourrait pourtant ébranler les démocraties européennes bien plus gravement que ne le pourrait la Russie. Les armées européennes auraient besoin d'être configurées pour répondre à ces deux menaces, et leur action appuyée par un effort concentré sur l'aide économique.

Cette remarque s'applique d'abord aux armées françaises et britanniques, les deux seules forces européennes importantes et prêtes au combat. Elles devraient être configurées pour pouvoir au besoin répondre à ces défis sans aide directe des forces américaines – une aide qui ne peut être garantie dans le contexte géopolitique actuel. Les membres européens de l'OTAN devraient se concentrer sur un objectif nouveau et réaliste : reconstruire une relation franco-britannique, centrale pour la sécurité européenne et pour les deux pays. Cela permettrait en outre d'alléger le fardeau d'une armée américaine déjà sérieusement débordée.

Nulle armée sérieuse ne peut être organisée sans une idée relativement claire de l'ennemi et des espaces où elle pourrait avoir à l'affronter. Pour les forces spéciales européennes, l'ennemi devrait être les rebelles islamistes, et les terrains d'opérations le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Pour les forces au sol régulières, l'adversaire devrait être la Serbie (sans exclusion de se battre aussi contre des Albanais ou des Croates pour maintenir la paix dans les Balkans). Ces forces au sol devraient être organisées, préparées de manière à pouvoir entraîner et coordonner des armées plus larges, dans l'hypothèse fort peu probable où l'armée russe deviendrait une menace pour l'OTAN et l'UE. Le modèle à suivre (en matière d'organisation, et non pas d'idéologie ou d'objectif) est ici l'armée allemande des années 1920, limitée par le traité de Versailles mais configurée pour pouvoir monter rapidement en force<sup>3</sup>.

2. K. Ziptak, « Biden Says US Troops in Ukraine Are Off the Table but Promises Withering Sanctions if Russia Invades », *CNN*, 8 décembre 2021, disponible sur : [edition.cnn.com](https://edition.cnn.com).

3. M. Strohn, « Hans von Seeckt and his Vision of a "Modern Army" », *War in History*, vol. 12, n° 3, juillet 2005, p. 318-337.

La première menace dimensionnante est donc celle d'une nouvelle guerre dans les Balkans, dérivant des conflits ethniques gelés mais non résolus en Bosnie et au Kosovo. Cette guerre ne mettrait pas en cause la sécurité vitale ou les intérêts directs de l'Europe ; mais un nouvel échec à y mettre fin ou à la contenir – après celui des années 1990 – constituerait une cuisante humiliation. Puisque l'opposition intérieure américaine empêcherait sûrement une nouvelle intervention des États-Unis, sans action européenne cette guerre pourrait se prolonger, ou mener à une victoire totale de la Serbie.

La deuxième menace croît sous nos yeux : la crise qui s'étend au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Seule la France tente d'y parer, en dépit de difficultés immenses et avec des ressources inadaptées. La région affiche déjà une dangereuse combinaison de facteurs d'instabilité : faiblesse des États, corruption, extrême pauvreté, conflits ethniques, révoltes islamistes, croissance démographique galopante, dégradation de l'environnement... Le réchauffement climatique risque d'aggraver considérablement ces problèmes dans les années à venir : le Sahel ainsi que certaines parties de l'Afrique de l'Ouest seront touchés plus tôt et plus gravement que d'autres régions du monde.

La dégradation de cette situation constitue une menace directe pour la démocratie européenne, du fait des flux migratoires qu'elle génère, avec un effet de radicalisation des populations européennes, déjà perceptible dans de nombreux pays. Une forte augmentation des migrations causée par l'effondrement de l'État en Afrique de l'Ouest pourrait pousser l'Europe sur la voie d'un néofascisme, détruisant l'image et le statut de la démocratie occidentale dans le monde et abîmant au passage l'image des États-Unis comme leader du « monde libre », à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières

### **La chimère russe**

Le désir des pays européens de maintenir à tout prix une présence militaire américaine en Europe, comme moyen de défense contre la Russie, les contraint à se soumettre à Washington sur d'autres enjeux : intervention en Afghanistan, déploiements navals symboliques contre la Chine, échec de l'accord nucléaire avec l'Iran... Quant à l'idée d'une agression russe, c'est d'abord la volonté américaine d'élargir l'OTAN et de détruire l'influence internationale de la Russie qui a provoqué un renouveau de l'hostilité de Moscou. Les États-Unis se proposent donc comme solution d'un problème qu'ils ont largement créé... Hier garante de la sécurité en Europe de l'Ouest, l'OTAN est dans sa configuration actuelle un facteur

d'insécurité : une insécurité contre laquelle elle n'est ni disposée, ni préparée à lutter<sup>4</sup>.

D'où une atmosphère de simulacre qui enveloppe gouvernements, *establishments* de sécurité et médias d'un brouillard accablant de tromperie et d'illusion. Commandements militaires et « experts » européens ratiocinent sur la menace russe, alors que les armées européennes ne sont absolument pas prêtes à se battre contre la Russie et ne font nul effort pour s'y préparer<sup>5</sup>.

Si les États membres de l'OTAN avaient sérieusement l'intention d'accueillir l'Ukraine et de la défendre, ou s'ils craignaient réellement une agression russe contre eux, alors les armées américaine et européenne devraient être reconfigurées dans l'esprit de la guerre froide. Il faudrait redéployer en Europe des centaines de milliers d'Américains, avec un lourd support aérien d'outre-Atlantique ; côté européen, on devrait réintroduire la conscription, redéployer au sol des forces entraînées et équipées pour vaincre la Russie. Rien de tout cela n'est en cours, ni prévu.

Les États-Unis ne disposent pas non plus en Europe des forces nécessaires pour combattre la Russie. Seules quatre brigades américaines y sont actuellement stationnées, dont une seule blindée. L'augmentation massive de ces forces entraînerait une énorme hausse des dépenses militaires américaines, détournant l'attention de Washington de ce que son *establishment* tout entier considère désormais comme la menace majeure : la Chine.

Autrement dit, l'engagement américain à défendre l'Europe est aussi en large part un simulacre. Aux États-Unis, les voix qui appellent Washington à envoyer des troupes en Ukraine viennent essentiellement des Républicains et constituent surtout une tentative de gêner, ou d'affaiblir, l'administration Biden<sup>6</sup>. Une administration républicaine au pouvoir (comme en 2008) ne suivrait certainement pas ces conseils.

Dans le même temps, les États-Unis contribuent largement à l'incohérence stratégique de leurs alliés européens. En partie parce que leur puissance militaire leur permet de se positionner de manière irresponsable contre la Russie sans redouter de conséquences directes. Mais aussi parce

4. M. Kimmage, « Time for NATO to Close its Door: The Alliance is Too Big—and Too Provocative—for its Own Good », *Foreign Affairs*, 18 janvier 2022.

5. Pour le point de vue en toute franchise du Premier ministre italien sur le sujet, voir S. Borrelli, « Draghi says Europe Lacks Means to Deter Russia over Ukraine », *Financial Times*, 22 décembre 2021.

6. Voir par exemple D. S. Zakheim, « Four Steps for Deterring an Invasion of Ukraine », *The Hill*, 9 décembre 2021, disponible sur : [thehill.com](http://thehill.com).

que responsables et journalistes américains se plaignent (à raison) de l'incapacité européenne à engager des dépenses militaires suffisantes, tout en réagissant avec une hostilité et une paranoïa instinctives à toute tentative européenne de se définir un rôle stratégique autonome.

Appeler à une augmentation des dépenses militaires européennes est un rituel des gouvernements américains, fidèlement relayés par les « faucons » européens (qui, vu leur réticence à risquer leur propre vie, seraient mieux qualifiés de « paons » ou de « dindons »...). Mais, comme ils l'ont très publiquement dit, les États européens n'ont nulle intention d'envoyer leurs armées au seul endroit où une guerre avec une grande puissance pourrait vraiment éclater. L'Allemagne pourrait bien augmenter dix fois ses dépenses militaires et appeler tous les Allemands âgés de 18 à 30 ans à rejoindre la Bundeswehr, elle n'irait pas pour autant se battre en Ukraine. Aucune autre armée européenne n'agirait autrement – à l'exception peut-être des Polonais, pour des raisons historiques.

## Les États-Unis contribuent à l'incohérence stratégique des Européens

Ce simulacre a pourtant de graves conséquences. La chimère d'une agression russe contre l'OTAN permet avant tout aux institutions de sécurité européennes d'éviter de se préparer aux hypothèses dans lesquelles les armées européennes auraient réellement à se battre pour défendre les intérêts vitaux de l'Europe. De leur point de vue, c'est très bien ainsi, puisque ni elles ni leurs citoyens n'ont envie de se battre où que ce soit. Les forces européennes moralement capables de se battre ne sont pas configurées pour le faire, et ne disposent pas du soutien logistique nécessaire des autres « alliés » européens.

Les rapports officiels sur l'armée allemande révèlent que moins de la moitié de ses équipements sont opérationnels à un instant t. Les véhicules blindés déployables lui font notamment gravement défaut et la contribution allemande à la Force de réaction (supposée) rapide de l'OTAN manque de certains équipements de base – dont des tentes. La Bundeswehr est aussi très loin d'atteindre ses objectifs de recrutement. Les avions de l'Armée de l'air allemande sont en moyenne disponibles un tiers du temps seulement, du fait de défaut d'entretien<sup>7</sup>. Envisager de se battre contre la Russie avec de telles forces armées est simplement absurde

7. « Germany's Bundeswehr "Lacks Basic Equipment" for NATO Mission », *Deutsche Welle*, 19 février 2018, disponible sur : [www.dw.com](http://www.dw.com).

– sans parler de l'absence générale de volonté de l'Allemagne à s'engager dans de sérieuses opérations militaires.

Le Royaume-Uni est lui davantage enclin à se battre si nécessaire, en dépit de la baisse de confiance qui a frappé ses forces armées après les débâcles d'Irak et d'Afghanistan. Mais du fait de son incapacité à fixer des priorités militaires rationnelles, et de la dispersion des efforts et dépenses qui en résulte, les porte-avions manquent d'avions, les forces anti-sous-marines sont incapables d'escorter un seul convoi, les forces au sol sont impuissantes à contrôler la moindre ville irakienne et à contenir les talibans dans une seule province afghane, la Royal Air Force est incapable de mener une campagne aérienne fructueuse contre la Libye... Bref, les armées ne sont pas configurées pour faire face aux menaces potentielles. L'armée britannique ne dispose que de deux brigades déployables et de 148 tanks. Le seul rôle envisageable pour une armée de cette taille dans une guerre totale contre la Russie serait de se sacrifier avec le plus de courage possible<sup>8</sup>...

La France se trouve dans une position relativement meilleure, avec des forces au sol plus importantes : 110 000 soldats contre 85 000 au Royaume-Uni. Un chiffre qui inclut la Légion étrangère, division légère conçue et entraînée pour des missions spéciales à l'étranger. Cependant, le volume des troupes et ressources déployables de la France a lui aussi été réduit, du fait de son engagement prolongé et infructueux au Sahel.

Épuisée par cet effort, la France a annoncé à l'été 2021 réduire environ de moitié son engagement actuel de 5 000 soldats dans la région<sup>9</sup>. Paris pourrait néanmoins ne pas s'y tenir, si la situation régionale s'aggravait considérablement, jusqu'à affecter directement la sécurité française. La France a ici cruellement besoin de l'aide de ses alliés européens et cela concerne avant tout le Royaume-Uni, puisqu'il est, lui, disposé à combattre.

### **Balkans : la bombe à retardement**

Deux conflits non résolus – et sans doute politiquement insolubles – entre les Serbes et leurs voisins ont de très fortes chances de dégénérer un jour en conflits ouverts. La Serbie a refusé de reconnaître l'indépendance

8. Voir « Defence in a Competitive Age », Ministère de la Défense du Royaume-Uni, mars 2021, disponible sur : [assets.publishing.service.gov.uk](https://assets.publishing.service.gov.uk) ; D. Sabbagh, « British Military Could be Left Depleted after £13bn Shortfall », *The Guardian*, 27 février 2020, disponible sur : [www.theguardian.com](http://www.theguardian.com).

9. M. De Fougères, « French Military in the Sahel: An unwinnable (Dis)Engagement? », Institut Montaigne, 23 juin 2021, disponible sur : [www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org).

du Kosovo (comme la Russie, l'Inde, la Chine et une grande partie de la communauté internationale) ; et les Serbes de Bosnie n'acceptent toujours pas leur incorporation à l'État de Bosnie – lequel n'existe pas à proprement parler.

Belgrade pourrait un jour accepter la séparation du Kosovo du Sud, puisque réincorporer ce territoire à la Serbie entraînerait inévitablement le massacre ou l'expulsion de la population albanaise. En revanche, il est inconcevable qu'une majorité de Serbes accepte dans un avenir proche que le champ de bataille de Kosovo Polje devienne albanais, vu son importance dans l'imaginaire historique serbe. La Serbie n'acceptera pas non plus que le Kosovo albanais prenne le contrôle total de Mitrovica, dernière enclave ethnique serbe au Kosovo, ce qui impliquerait la fuite ou l'expulsion du territoire de la dernière population serbe. Toute action allant dans ce sens mènerait presque inévitablement à une nouvelle guerre<sup>10</sup>.

Une force de maintien de la paix de l'OTAN, composée de 3 600 soldats, veille à interdire toute agression de Belgrade ou de Pristina. Son élément le plus important, et de loin, est l'unique bataillon américain. D'aucuns diront même qu'il s'agit du seul élément vraiment important, étant donné son rôle potentiel de fil déclencheur d'une nouvelle intervention militaire américaine. La seule autre véritable unité militaire, en termes de taille, est un bataillon italien ; toutes les autres unités nationales de l'OTAN sont purement symboliques. Mais l'hypothèse d'une nouvelle guerre au Kosovo pourrait s'imposer au fil du temps si la Serbie, le Kosovo et l'Albanie perdaient tous trois confiance en la possibilité d'être un jour invités à rejoindre l'UE – perspective qui représente un des principaux arguments d'influence de l'Occident sur leur comportement<sup>11</sup>.

La Bosnie est encore plus proche de la crise, au vu des actions de la République serbe de Bosnie en faveur de l'indépendance et de celles de la Russie pour bloquer la poursuite des travaux du représentant de l'Organisation des Nations unies, Christian Schmidt<sup>12</sup>. Le pays n'accueille en outre qu'une seule mission de maintien de la paix de l'UE (l'opération Althea), sans participation américaine, même si l'OTAN dispose d'un quartier général à Sarajevo.

10. L. Hartwell, « The Serbia-Kosovo Dialogue: Ripe for Resolution? », Centre for European Policy Analysis, 2 mars 2021, disponible sur : [cepa.org](http://cepa.org).

11. « Principales conclusions du rapport 2021 sur le Kosovo », Commission européenne, 19 octobre 2021, disponible sur : [ec.europa.eu](http://ec.europa.eu).

12. A. MacDowall, « A Neglected Crisis in Bosnia Threatens to Boil Over », *World Politics Review*, 23 novembre 2021, disponible sur : [www.worldpoliticsreview.com](http://www.worldpoliticsreview.com).

Militairement, Althea est une plaisanterie, surtout depuis que le Brexit a entraîné le retrait du contingent britannique. Elle comprend seulement 600 soldats, de 21 pays différents, mais peut prétendument être renforcée en cas de crise. Rien ne permet cependant de savoir combien de renforts arriveraient réellement, ou quelle serait leur utilité.

On pourrait soutenir que cela importe peu, puisque la Bosnie en tant qu'« État uni » est déjà un concept quasi fictif, sans grande utilité, si ce n'est de sauver la face collective de l'Occident ; et que la « sécession » de l'élément serbe ne constituerait qu'un coup de grâce. Reste cependant la possibilité qu'une séparation officielle entraîne une nouvelle guerre et de nouvelles atrocités, que seule une force de combat occidentale pourrait empêcher. Un échec serait perçu dans le monde comme une faillite militaire et morale de l'Europe<sup>13</sup>.

### **Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest**

Une nouvelle guerre dans les Balkans serait pour l'Europe une humiliation venant cruellement souligner notre impuissance géopolitique et militaire. Elle ne représenterait toutefois pas une menace existentielle pour l'ordre politique existant en Europe de l'Ouest. L'Afrique de l'Ouest conte une tout autre histoire. Non que la région soit en elle-même d'une importance décisive, mais la forte croissance des migrations qui résulterait de l'effondrement des États et sociétés de cette région pourrait aggraver les tensions politiques et sociales en Europe, au point de menacer d'écroulement la démocratie libérale.

La crise croissante en Afrique de l'Ouest dépend de facteurs multiples. Pris séparément ils sont graves, ensemble ils laissent présager un cataclysme historique. La région ne dispose pas de fortes traditions étatiques précoloniales comme celles qui ont aidé à consolider le statut d'État post-colonial dans une grande partie de l'Asie. Cela contribue à l'instabilité profonde, à la corruption et aux dysfonctionnements qui caractérisent la majeure partie de la région. Les nouveaux États créés par le colonialisme européen constituaient la plupart du temps des amalgames artificiels d'ethnies et de groupes religieux très divers, souvent mutuellement hostiles. D'où guerres civiles, insurrections à répétition et, surtout au Nigeria, un détournement clientéliste continu des ressources de l'État pour acheter le silence des élites locales. La propagation de l'extrémisme islamiste, aggravée par la destruction de l'État libyen par l'Occident en 2011,

13. L. Scazzeri, « Reviving European Policy Towards the Western Balkans », Centre for European Reform, 15 décembre 2021, disponible sur : [www.cer.org.uk](http://www.cer.org.uk).

menace désormais une série d'États de la région, bridant encore leur croissance économique.

À de rares exceptions près, les États de la région ont échoué à générer un développement socio-économique significatif. La pauvreté profonde et durable qui en résulte alimente le mécontentement populaire. La région connaît la croissance démographique la plus élevée du monde : en 2021 la population d'Afrique de l'Ouest était estimée à environ 412 millions de personnes – soit 5 % de la population mondiale –, d'ici 2060 elle devrait dépasser le milliard – soit 10 % de la population mondiale<sup>14</sup>.

Cet essor démographique exerce une pression grandissante sur les ressources naturelles, réduisant le niveau de vie et les rendements agricoles tout en augmentant les tensions ethniques locales. Au centre du Nigeria, des affrontements pour l'accès à l'eau entre éleveurs musulmans peuls et ethnies du Sud vivant de l'agriculture (principalement chrétiennes) ont déjà fait des milliers de morts<sup>15</sup>.

Enfin, le réchauffement climatique plane sur ces problèmes et, comme en a alerté le Pentagone, pourrait agir en « multiplicateur de menaces », posant la question de la survie même des États. De vastes régions de l'Afrique de l'Ouest sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques, d'une part en raison de la hausse des températures qui y est plus rapide que partout ailleurs, d'autre part à cause de leur dépendance vis-à-vis de précipitations qui se réduisent dangereusement et des pénuries d'eau qui s'aggravent déjà. Comme le prédit un rapport<sup>16</sup> officiel américain :

« À 1-2 °C de hausse moyenne globale de la température, la zone de responsabilité du Commandement des États-Unis pour l'Afrique connaîtra une perte rapide des moyens de subsistance ruraux, des maladies, la surexploitation des ressources et des migrations. Dans ce scénario, les effectifs des groupes extrémistes violents augmenteront et les menaces sécuritaires se multiplieront dans les zones fragiles avoisinantes. [...] Ces conditions de climat extrême et de concurrence pour les ressources aux

14. « World Population Review: Western Africa 2022 », disponible sur : [worldpopulationreview.com](http://worldpopulationreview.com).

15. « Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence », *Report/Africa*, n° 262, International Crisis Group, 26 juillet 2018, disponible sur : [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org) ; « Climate Change, Water and Violence in the Niger River Basin », Wilson Center, 17 novembre 2021, disponible sur : [www.wilsoncenter.org](http://www.wilsoncenter.org).

16. « A Security Threat Assessment of Global Climate Change », The Center for Climate and Security, février 2020, p. 29-30, disponible sur : [climateandsecurity.org](http://climateandsecurity.org).

niveaux local, national et régional menaceront de précipiter des États fragiles dans une spirale de conflits, tandis que les milices armées recruteront dans les populations de plus en plus désespérées et mobiles pour obtenir un accès à l'eau, à la nourriture ou aux ressources économiques. »

Les guerres civiles actuelles de la région sahélienne, et la manière dont l'Europe y répond, illustrent la lourde confusion, et l'inaptitude, de la pensée militaire actuelle de l'Europe, et de la configuration de ses armées.

## L'inaptitude de la pensée militaire actuelle de l'Europe

Au premier chef, les engagements des armées européennes et les plans économiques de long terme sont bien trop faibles. La France, comme ancienne puissance coloniale disposant d'accords de sécurité avec les États locaux, a de loin l'engagement le plus important. De 2014

à 2021, dans le cadre de l'opération Barkhane, 5 000 soldats français ont été déployés dans la région et plus de 50 d'entre eux y ont perdu la vie. Si ce contingent représentait une part notable des forces françaises déployables, il était évidemment limité pour une région d'environ trois millions de kilomètres carrés et une population de 90 millions d'habitants.

Lorsque la France a radicalement réduit sa présence au Sahel à l'été 2021, c'était en partie dans l'espoir que la force créée par l'UE pour intervenir au Sahel, la Task Force Takuba, suffirait à compenser la réduction des forces françaises<sup>17</sup>. En février, le président Emmanuel Macron avait dit espérer que Takuba compterait environ 2 000 soldats (ce qui est bas pour une zone de la taille du Sahel). Début 2022, elle atteint à peine 700 soldats, la moitié d'entre eux étant français. Italie et Estonie ont fourni des unités de la taille d'une compagnie ; le Royaume-Uni a fourni un contingent de 400 soldats faisant partie d'une petite force séparée des Nations unies ; les autres contingents des Européens sont à peine symboliques ; et les Allemands ont refusé d'envoyer des troupes.

Le nombre total des militaires de l'Union européenne s'élève en 2022 à près de deux millions de soldats (auxquels s'ajoutent 149 000 soldats britanniques) : les déploiements au Sahel sont donc simplement pathétiques. Cela signifie que toute l'opération occidentale au Sahel restera très dépendante du soutien américain. Un soutien qui ne peut être garanti indéfiniment, vu les engagements américains grandissants en Extrême-Orient et la désillusion croissante des États-Unis devant l'incapacité des Européens à contribuer à leur propre sécurité.

17. I. Camilleri de Castaneda, « Task Force Takuba: European Special Forces in the Sahel », *Grey Dynamics*, 25 novembre 2021, disponible sur : [www.greydynamics.com](http://www.greydynamics.com).

Comme Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, le soulignait en mai 2021 : « Les États européens devraient renforcer leur engagement. Les citoyens de l'UE doivent comprendre que la sécurité de l'Europe ne commence pas aux côtes de la Méditerranée, mais à 4 700 kilomètres de là<sup>18</sup> ».

La Suède a aussi envoyé au Sahel une compagnie et devait prendre le commandement de la force. En janvier 2022, elle a annoncé son retrait en signe de protestation contre le coup d'État militaire au Mali et l'implication sur place de mercenaires russes : un exemple de la manière dont une inutile confrontation en Europe peut ruiner une coopération ailleurs nécessaire<sup>19</sup>.

Quant aux échecs de gouvernance et de réforme démocratique au Sahel et en Afrique de l'Ouest, ils sont en effet légion. Au lieu de provoquer désespoirs et retraits, ils devraient plutôt nous inviter à remettre en question notre croyance naïve en la possibilité d'une démocratisation précoce dans des sociétés dépourvues de base concrète pour y arriver. Le processus de construction d'États fonctionnels dans cette région s'étendra sur plusieurs générations et devra se poursuivre à travers des périodes de régimes civils comme militaires. Le but est de s'assurer que les États survivent, sous une forme ou une autre. En outre, plutôt que de nous contenter d'un imaginaire simpliste – nous soutenons « la démocratie » face à « l'extrémisme » –, nous devrions encourager les accords de paix et le partage du pouvoir avec les groupes rebelles et les ensembles ethniques qui les soutiennent, ce que l'Occident aurait dû faire en Afghanistan voici quinze ans.

L'échec total de la campagne occidentale en Afghanistan a rendu les Européens réticents à envoyer des contingents au Sahel, en dépit de la différence cruciale entre l'Afghanistan et le Sahel, du point de vue européen.

En Afghanistan, il s'agissait d'une guerre choisie, dans laquelle les États européens se sont engagés principalement pour contenter les États-Unis et garantir l'engagement de ces derniers en Europe. Les adversaires étaient les talibans, qui avaient pu créer un État alternatif pour contrôler le pays, et pouvaient être influencés, voire contraints, par de puissants

18. Conférence de presse à Bruxelles, le 6 mai 2021, disponible sur : [eeas.europa.eu](https://eeas.europa.eu).

19. « La Suède annonce quitter en 2022 la force Takuba au Sahel », *France 24*, 14 janvier 2022, disponible sur : [www.france24.com](https://www.france24.com).

voisins – Russie, Iran, Chine, Pakistan. Ces pays ont tout intérêt à empêcher que l’Afghanistan ne redevienne une base du terrorisme international et une source de déstabilisation régionale.

Du fait de leur proximité géographique, et de la menace que la migration de masse fait potentiellement peser sur la démocratie en Europe, le Sahel et l’Afrique de l’Ouest représentent, eux, un intérêt permanent et vital pour l’Europe. Au vu des multiples problèmes de la région, exacerbés par les changements climatiques, la menace émanant de cette région ne disparaîtra pas et pourrait s’accroître dans des proportions catastrophiques. En outre, si les États de la région s’effondrent, il est peu probable qu’ils soient remplacés par de nouveaux régimes islamistes stables, les pays s’enfonçant dans une spirale de chaos.

La question de notre capacité à « résoudre » la crise dans cette région, ou de notre retrait, ne peut donc pas se poser. L’Europe peut et doit

**Sahel : un engagement européen de plusieurs décennies**

envisager son engagement comme un engagement sur plusieurs décennies et même plusieurs générations (comme l’a fait la France pendant les six décennies qui ont suivi la fin de l’empire colonial français dans la région). Il s’agit là d’une mission difficile ; mais elle peut aussi

nous permettre de nous atteler à une planification et à une reconfiguration de long terme de nos forces.

\* \* \*

Si l’Afrique de l’Ouest et les Balkans constituent bien les plus grands défis posés à l’Europe de l’Ouest et auxquels elle peut répondre, alors la structure des forces des États membres de l’OTAN et/ou de l’UE doit être adaptée. La France, l’Allemagne, l’Italie et le Royaume-Uni devraient élargir leurs forces spéciales existantes pour atteindre chacun le volume d’une division ; et les États européens de taille moyenne tendre à atteindre chacun le niveau d’une brigade. Cela permettrait le déploiement permanent d’une division européenne d’environ 12 000 soldats en Afrique de l’Ouest, avec des réserves disponibles si nécessaire.

Quant aux Balkans, l’armée serbe s’élève à environ 18 000 soldats d’active et 50 000 réservistes, organisés en 40 bataillons<sup>20</sup>. Pour s’assurer

20. *The Military Balance 2021*, International Institute for Strategic Studies, février 2021, disponible sur : [www.iiss.org](http://www.iiss.org).

de la victoire dans une nouvelle guerre des Balkans, l'Europe devrait être capable de déployer trois fois ce nombre, soit une armée de 200 000 soldats, avec 1 000 tanks face aux 300 tanks serbes, ainsi que des unités spécialement entraînées au combat de montagne.

Une telle force peut aisément être créée à partir des armées européennes existantes, s'il y a la volonté politique de le faire et de réaliser les compromis nécessaires en matière de ressources. Dans les faits, une telle armée fonctionnelle permettrait de réduire considérablement la taille actuelle de plusieurs armées européennes qui demeurent pour l'heure en grande partie inoccupées, doublonnant les unes sur les autres et planifiant une guerre contre la Russie qu'elles n'ont nulle intention de mener, et ne pourraient pas mener même si elles le voulaient.

Les obstacles politiques à une telle réforme sont évidemment immenses, raison pour laquelle les tentatives répétées de créer une armée européenne autonome ont toutes échoué. C'est pourtant la seule manière de disposer de forces européennes adaptées, conçues pour des buts spécifiques et réalistes. L'alternative est de continuer à vivre dans notre monde imaginaire, mais les mondes imaginaires ont une fâcheuse tendance à devenir victimes de la réalité.



---

### Mots clés

Sécurité européenne  
OTAN  
Balkans  
Sahel